

# La fonction politique

*Jean-Pierre Sueur\**

*Ces dernières années, de nouveaux acteurs sont apparus sur la scène politique : le journaliste d'investigation et le juge. Ils ont contribué à poser différemment les problèmes de responsabilité de l'élu. Jean-Pierre Sueur\*, ancien ministre, ancien député et, aujourd'hui, maire d'Orléans, nous fait part de son expérience, des réflexions que sa pratique d'élu lui ont inspirées, et d'une autre façon d'aborder le débat entre intérêt général et prise de responsabilité.*

Quelques mots, tout d'abord, sur le parcours qui a été le mien. J'ai eu la chance de commencer à travailler dans des mouvements de jeunesse, de faire du syndicalisme étudiant puis du syndicalisme tout court, ensuite du syndicalisme du cadre de vie, et de la politique : au PSU, puis au parti socialiste. J'ai été élu député en 1981, réélu ensuite un certain nombre de fois. J'ai également été secrétaire d'Etat pendant deux ans au sein des gouvernements d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy, où je m'occupais des collectivités locales, sujet ardu, mais très intéressant. Cela m'a d'ailleurs valu d'avoir des contacts très suivis avec la fédération Interco de la CFDT. Et puis j'ai été battu aux élections législatives ;

entre temps, j'avais été élu maire d'Orléans, une ville qui n'est pas particulièrement de gauche. L'action politique comme l'action syndicale sont ainsi faites qu'on se bat toujours et que, malgré un travail conséquent, on arrive parfois à un échec ; l'inverse est également vrai. Toujours est-il qu'aux dernières élections présidentielles, Jacques Chirac a fait 56 % à Orléans ; un mois plus tard, la liste que je conduisais aux élections municipales a obtenu 57,4 % ; ce qui prouve qu'il ne faut jamais désespérer et que les gens ne se trompent pas d'élection.

Je suis membre du Bureau national du Parti socialiste, et je travaille avec Martine Aubry au sein d'une nouvelle association que nous avons créée : « Agir ».

Sur le thème « Démocratie, éthique et responsabilité », je vous proposerai trois grandes pistes de réflexion. La première portera sur la crise de ces trois notions. La deuxième s'interrogera sur les moyens de retrouver une crédibilité dans l'action politique, et la dernière sur la façon de retrouver une éthique en politique.

### *Trois notions en crise*

#### *Démocratie*

La démocratie est en crise dans nos pays et tout particulièrement en France. Il n'y a jamais eu autant d'abstentions aux élections. On a le sentiment que les gens se complaisent dans un « consumérisme politique ». Ils sont devenus davantage des consommateurs que des citoyens en politique. Ce phénomène entraîne d'ailleurs la démotivation d'un certain nombre d'élus, qui sont constamment sollicités par des gens leur demandant toujours plus, les intérêts particuliers des uns s'ajoutant à ceux des autres. Notre société est en miettes. Elle donne parfois le sentiment d'une addition d'égoïsmes.

Nous n'avons jamais été autant informés, et pourtant, jamais les individus ne se sont sentis aussi impuissants. Une crise politique ne peut se déclarer dans un pays situé sur un autre continent sans que nous n'en soyons informés dans l'immédiat. Ce bombardement d'informations est sans précédent. Au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle, il fallait du temps pour savoir ce qu'aujourd'hui nous savons en une seconde. Ce processus semble engendrer un effet de saturation qui provoque la démission des personnes ; et lorsque certaines réagissent - je pense à l'action courageuse d'Ariane Mnouchkine et de cinq autres artistes cet été - on a l'impression qu'une faible voix isolée parvient tout de même à se faire entendre, parce qu'elles sont

connues. La démocratie est également malade parce que la crise a rendu les gens passifs. Souvent, l'on constate un désintérêt des citoyens quant au politique, même au niveau local : je ne crois pas qu'ils connaissent toujours leur député, leurs conseillers général ou régional. Et lorsqu'ils rencontrent leur député, ils lui parlent de beaucoup de choses mais rarement des lois qu'il a votées ou qu'il a combattues ou des votes qu'il a émis, en leur nom à l'Assemblée nationale.

### *Ethique*

L'éthique est aussi en crise parce que, il y a trente ou cinquante ans, on s'intéressait davantage dans la société aux notions de bien et de mal. Des morales et des religions avaient une prégnance très forte dans la vie sociale.

Je n'entends pas porter un jugement. Je constate simplement une évolution. C'est ainsi que le rapport à la culpabilité individuelle ou au bien et au mal référés à chacune et à chacun d'entre nous a beaucoup changé. Il fut un temps où, par exemple, la notion de péché existait et, dans certaines religions, se pratiquait un sacrement de pénitence ; je ne suis pas sûr qu'il soit encore beaucoup pratiqué. Peut-être que d'autres institutions ont pris le relais. Pendant des siècles, la société et les mentalités collectives ont été puissamment façonnées par des mythes comme celui du « péché originel » en vertu duquel il y a, au départ, une faute qui détermine les actions et réactions de l'homme. Cela a disparu et l'on s'est réfugié, de manière parfois un peu rapide, dans ce que j'appellerais la « responsabilité collective » : si ce garçon dysfonctionne, s'il va mal, c'est parce qu'il est dans un milieu, dans une société qui fait que... c'est parce qu'il est déterminé par sa classe sociale, par son environnement, par son milieu, etc. Ou alors le sens de la responsabilité et de la culpabilité a laissé la place à une sorte de fatalisme inscrit dans les rapports inter-personnels. Ainsi, dans « *Huis-clos* » de Sartre « l'enfer, c'est les autres ». Un enfer qui réunit trois personnages, deux femmes et un homme. Au moment où Garcin prend un revolver pour tuer, il réalise qu'il ne peut plus tuer, puisqu'il est mort. Voilà l'enfer. La pièce repose sur cette problématique tragique de l'impossibilité d'échapper aux autres, à leur regard. Les rapports entre les êtres humains se dessinent donc sous la forme du rapport entre le maître et l'esclave : soit je suis sadique, soit je suis masochiste. Il n'existe pas de rapport équilibré, équitable entre deux être humains : soit je fais de l'autre mon objet, mon esclave et je sauve

mon statut de sujet, soit je deviens un objet afin que l'autre demeure un sujet. Dans tous les cas « l'enfer c'est les autres », l'homme est condamné à évoluer dans l'univers du mal, dimension tragique de la condition humaine. L'interprétation exclut encore une fois la question de la responsabilité individuelle.

Si l'éthique est en crise, c'est enfin parce qu'on a privilégié des formes quelque peu anesthésiées de rapports humains : la télévision où tout le monde est gentil, où personne n'est jamais vraiment responsable ; l'univers du Club Méditerranée qui a, peu à peu, fait son entrée dans un certain nombre de sphères de la vie sociale bien au-delà du tourisme...

#### *Responsabilité*

Cela aboutit à une troisième crise, celle de la responsabilité. Rappelons-nous les mots de Georgina Duxois : « Responsable mais pas coupable ». Un ministre ou un maire est responsable des actes de quantité de personnes dont il ignore souvent jusqu'à l'existence. L'une des difficultés que pose la notion de responsabilité, c'est qu'on se demande toujours où est le pouvoir. N'est-il pas trop dilué dans nos sociétés ? Rien n'est pire que de fuir ses responsabilités quand on en a revendiqué l'exercice. Et en même temps, l'élu peut-il devenir un « bouc émissaire » à qui on imputerait toutes sortes de responsabilités relatives à des actes sur lesquels il n'a pas toujours prise ?

Prenons un autre exemple, celui de la décentralisation. Elle était absolument nécessaire. A ce titre, rendons hommage à Pierre Mauroy et à Gaston Defferre d'avoir choisi d'en faire en 1981 la première réforme, avant toute autre, afin de rapprocher le pouvoir des citoyens. On constate cependant, quelques années plus tard, que les gens n'ont pas le sentiment d'avoir « retrouvé le pouvoir » malgré les immenses acquis de la décentralisation. Bien que les compétences aient été réparties localement, le citoyen s'y retrouve-t-il ? Sait-il qui fait quoi ? Un élu proche peut être connu, les élus régionaux le sont beaucoup moins. Et pour des syndicats, des partis qui ont tellement misé sur la région, une de nos grandes questions est de savoir comment rendre la région perceptible par les citoyens.

Ces trois termes « démocratie, éthique et responsabilité » sont donc en crise. Ils ne vont pas de soi. Cela appelle des remises en cause et de nouvelles réflexions.

#### *Reconstruire une nouvelle crédibilité de la politique*

Je vous proposerai trois directions de réflexion. La première pourrait s'intituler « réconcilier la fin et les moyens ». Deux exemples. Le principal enseignement de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle repose sur un paradoxe. Nous sommes tous marqués par le fait que ce qui fut une extraordinaire espérance de libération, d'émancipation des être humains - le communisme - est devenu concrètement l'une des plus fortes formes d'aliénation que l'on ait sans doute rencontrée depuis le début de l'histoire de l'humanité. Auparavant, les dictatures, ou toutes les formes d'oppression ne s'élevaient pas au nom d'un intellectuel collectif, au nom de la libération du plus grand nombre, au nom d'un vaste mouvement social comme cela a été le cas durant toutes ces décennies. Pourquoi ce grand espoir de libération est-il devenu dictature et oppression ?

A mon sens, pour une raison très simple. On s'est donné des moyens contraires aux fins poursuivies. La dictature du prolétariat était transitoire, sauf qu'on n'a jamais vu une dictature produire le contraire d'elle-même. Le parti unique était provisoire : il fallait bien faire face à l'adversaire. Toute cette histoire repose sur une contradiction fondamentale : pour arriver quelque part, on commençait par faire le contraire du but que l'on s'assignait. Aussi, les propos de Léon Blum au congrès de 1920 - qui a tant structuré notre histoire - sont-ils essentiels. Il y proclama, au risque d'apparaître comme un représentant de la pensée « petite bourgeoise », que dès lors que l'on toucherait au début du commencement d'une liberté, d'un morceau de liberté, fût-il un morceau de ce qu'on appelait la liberté bourgeoise, formelle, c'est la liberté réelle qui serait à terme en cause.

Le deuxième exemple que je voudrais citer est celui des « affaires ». Pendant un siècle, il n'y a eu aucun règlement dans ce pays sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. L'instauration d'une indemnité parlementaire a été le fruit d'un combat. Au départ, nombre des représentants de la Nation y étaient hostiles, considérant qu'après tout, il était gratifiant d'exercer cette fonction de député ou de sénateur, et qu'il n'était pas fondé d'être payé pour cela. Il est clair que l'absence d'indemnité empêchait concrètement ceux qui n'avaient pas de fortune personnelle de siéger à l'Assemblée et au Sénat. Son instauration fut donc le résultat d'un combat progressiste. Pendant cent ans, il y a eu un total tabou sur le financement de la démocratie. Or, il n'y a de

démocratie que s'il y a des partis, que s'il y a des élections, que s'il y a des campagnes, et cela a un coût. L'hypocrisie a été totale. Une simple illustration : le général de Gaulle est un personnage historique dont la stature n'est pas remise en cause. Mais personne ne s'intéresse à la question de savoir comment étaient payées les affiches de ses campagnes. Or il a bien fallu que certains se préoccupent de leur financement, à une période où il n'y avait pas de règle à cet égard. Nous avons payé très cher cette divergence entre la fin et les moyens. Parce que le financement des partis politiques, et notamment des partis de gauche, était en contradiction avec l'exigence de transparence démocratique quant à l'argent public, par ailleurs affirmée. Ce phénomène a eu de nombreuses conséquences pour les marchés publics. Et puis cela a également eu des conséquences sur notre environnement : pourquoi a-t-on encore autant de panneaux de 3 m sur 4 m, qui polluent le paysage ? Toutes les villes sont enserrées dans la même banlieue commerciale, avec les mêmes blocs, les mêmes cubes et parallélépipèdes, les mêmes enseignes toutes identiques et laides. Pourquoi ? Parce que l'univers de la marchandise et l'univers de l'argent sont devenus l'univers réel. On n'a pas fait les lois qui auraient limité ce processus et le libéralisme s'est étendu à toutes les sphères y compris celle-là. Comme pour les candidats en puissance avaient besoin de financer une campagne électorale, et qu'ils n'avaient pas les moyens de le faire, tous les afficheurs leur consentaient des réductions - parfois très importantes - sur les prix des panneaux 4 m sur 3 m. Résultat : personne n'avait les coudees franches pour limiter en nombre ces panneaux aux entrées de nos villes.

Alors, il a fallu que l'on fasse ces lois, qui sont de grandes lois de la République. Ainsi les dernières campagnes ont eu lieu sans affiches 4x3m, sans publicité tapageuse. On a retrouvé le porte-à-porte, les préaux, les marchés, un contact direct avec les citoyens. Et je pense que c'est très bien.

Le plus négatif a été que, d'un côté, on affirmait un certain nombre d'exigences et de valeurs et que, de l'autre, existait un continent souterrain du financement de la politique. Il est faux de dire que l'on peut utiliser des moyens contraires aux fins sans être contaminés par ces derniers. A force de brasser de l'argent de manière non cadrée, pour la bonne cause, pour le parti, des excès s'ensuivent fatalement.

Le retour de la crédibilité en politique passe avant tout dans le fait de ne jamais accepter, sous aucun prétexte et quel que soit le

prix à payer, que les moyens employés soient contraires aux fins. Ça a l'air simple et un peu prosaïque de dire cela, mais si c'était le cas, comment se fait-il qu'il ait fallu un siècle pour se rendre compte de la nécessité d'élaborer des cadres pour le financement des partis politiques ?

Deuxièmement, pour renouer avec la crédibilité du politique, il faut briser « la dictature de l'opinion ». Je fais une différence considérable entre le citoyen et le sondé. A la différence du « sondé », le citoyen s'informe, réfléchit, construit une démarche et choisit en connaissance de cause, parce qu'il sait qu'il contribue à façonner la société selon ses propres aspirations.

Le plus dramatique est que, souvent, les gens pensent que l'opinion est quelque chose de naturel, qui existe *a priori*. C'est une aberration, qu'il faut dénoncer. L'opinion est une construction, c'est un produit. La question primordiale à se poser lorsqu'on exerce une responsabilité politique est : qu'est-ce que je crois juste pour mon pays, pour l'Europe, pour l'humanité, pour la société ? Or, malheureusement, trop de responsables politiques, au lieu de se poser cette question, se posent en priorité les questions suivantes : qu'est-ce que pense l'opinion ? Qu'attend-elle de moi ? Comment vais-je faire pour ressembler à l'idée que je me fais des attentes que l'opinion se fait de moi ? Mais celui qui fait de la politique dans le parti voisin ou opposé essaie aussi de répondre aux attentes de l'opinion. Résultat : un certain nombre de nos hommes politiques ont tendance à tenir des discours qui paraissent équivalents, à se ressembler au point que plus personne ne distingue de différences. Et le culte de l'opinion entraîne le triomphe de la pensée unique.

Je crois qu'on ne peut redonner un nouveau souffle à la politique qu'en sortant de ce narcissisme où « l'opinion » se renvoie constamment son image.

Tous les actes fondateurs, en politique et dans l'histoire, ont été, au départ, posés par des gens qui, souvent, n'étaient pas majoritaires : Pétain était sans doute majoritaire dans l'opinion, mais c'est de Gaulle à Londres, entendu par bien peu, qui avait raison. S'il y avait eu un sondage au lendemain de l'Appel du 18 juin, je crains fort que Pétain l'eût emporté sur de Gaulle ; chacun considère cependant aujourd'hui que de Gaulle a sauvé l'honneur de la France.

Cela doit, me semble-t-il, nous inciter à nombre de réflexions. Un élu est toujours aux prises avec des aspirations contradictoires. Il peut être le reflet de ceux qui l'ont élu, et il faut qu'il le soit d'une

certain façon pour ne pas se couper d'eux. Il se doit de les « représenter ». Mais s'il n'est qu'un reflet, la politique s'arrête ; car elle n'avance que grâce à ceux qui prennent des risques, qui posent des actes de rupture et affirment un certain nombre de choses, qui ne sont pas toujours comprises par leur électorat au début. Bernard Stasi a été battu aux législatives parce qu'il n'a pas assez collé à l'opinion dominante des producteurs de champagne qui étaient dans sa circonscription et qui ont trouvé qu'il s'occupait un peu trop de la situation des immigrés ou des étrangers dans ce pays.

Cela doit également nous inciter à une réflexion sur les médias en France. Nous avons libéralisé la télévision, qui n'a jamais offert autant de chaînes diverses, mais je pense que la question de l'audiovisuel est l'une de celles sur lesquelles nous n'avons pas réussi à avancer dans le bon sens au cours des quatorze dernières années, par manque d'ambition et de perspective claire. En multipliant les chaînes, nous avons aussi libéré des flots de médiocrité et d'aliénation. Il aurait fallu avoir l'ambition des fondateurs de la III<sup>e</sup> République qui ont créé des écoles dans chaque village français, malgré l'hostilité ou l'incompréhension que cela suscitait trop fréquemment. L'opinion était souvent contre, parce que depuis des générations l'on vivait sans école. Alors, pourquoi engager de telles dépenses ? On était agriculteur, artisan, forgeron, etc. de père en fils. Je ne souhaite pas une télévision unique et obligatoire, bien entendu ! mais une réflexion plus consistante sur cet outil m'apparaît indispensable. Ne pourrait-on pas proposer que ce moyen fabuleux serve en terme de promotion du plus grand nombre. L'école de la III<sup>e</sup> République y a largement contribué. Et je pense qu'il était (et qu'il est toujours) du rôle des responsables politiques de fixer des règles du jeu qui fassent en sorte que l'extraordinaire développement des chaînes ne se traduise pas par un nivellement par le bas, mais prenne en compte toute une série de critères importants en termes qualitatifs. Cela supposait (et suppose toujours), me semble-t-il, que le secteur public pèse d'un poids suffisant dans le paysage audiovisuel.

Le troisième point qui permettrait de restaurer la crédibilité du politique consisterait à bâtir une philosophie de la réforme. Or le réformisme est souvent très mal vu en France. Cela tient à nos racines révolutionnaires, anarcho-syndicalistes et aussi à un complexe de supériorité. Pendant longtemps, on a méprisé la social-démocratie et ce qu'elle faisait sur le plan politique et social dans un certain nombre de pays d'Europe. Il y a une sorte de malédic-

tion de la réforme en France. Dès qu'un projet de réforme important est annoncé, il suscite toujours une formidable conjuration : c'est d'abord la conjuration des conservateurs, qui ne veulent pas du changement ; viennent s'y ajouter ceux qui pensent que ce n'est pas le moment (et en général, le moment est toujours mal venu : une élection est toujours proche pour la bonne raison qu'il y en a presque tous les ans) ; et enfin ceux qui estiment que le projet de réforme est trop frileux, qu'il ne va pas assez loin.

Il y a toujours une partie de la « classe politique » qui préfère garder entier son rêve de réforme, quitte à ce que la réforme ne se fasse jamais, plutôt que d'avancer trois pas dans la direction qu'elle juge souhaitable. Voilà pourquoi ce pays, parfois très révolutionnaire, sait aussi être beaucoup plus conservateur que d'autres, et habille facilement de bons sentiments et de belles utopies un conservatisme très réel.

Cela vaut dans beaucoup de domaines. Je pense en particulier à la réforme fiscale qui est tellement importante et qui a été si souvent différée. Lorsque j'étais secrétaire d'Etat, j'ai eu l'occasion de défendre un certain nombre de réformes et je me suis rendu compte de l'immense difficulté de la chose. J'en ai d'ailleurs tiré la conséquence que, pour certaines d'entre elles, il valait mieux éviter d'en faire un enjeu passionnel si on voulait la mener à terme. C'est ce que nous avons fait avec la loi sur l'Administration territoriale de la République, qui inclut des réformes importantes en matière d'intercommunalité. On compte aujourd'hui sept cents communautés de communes en France. L'intercommunalité avance parce qu'on n'en a pas fait un enjeu passionnel.

### *Reconstruire une éthique de l'action politique*

C'est d'abord à partir de la justice qu'il me semble possible de reconstruire une éthique. Parfois, je suis un peu agacé par tout ce qu'on dit sur l'action humanitaire, sur l'action sociale et même sur la mendicité ; on tourne autour du pot. C'est de justice dont il est question. Quand il y avait beaucoup d'exploités et peu de nantis, il était facile de parler de justice. Aujourd'hui, cela s'avère plus difficile parce qu'en général, on veut bien faire avancer la justice mais sur le dos des autres. Des injustices criantes existent, mais l'une de celles qui me frappe le plus aujourd'hui est l'injustice entre les générations. Les personnes âgées vont mieux qu'il y a vingt ou quarante ans, les systèmes mis en place permettent tout de même de

passer la fin de sa vie dans la dignité. Mais voir tous ces jeunes de moins de vingt-cinq ans, dans une telle précarité, pose un terrible problème. On ne peut tenir de discours équitable et vrai sur la justice qu'en ne respectant aucun tabou, en mettant tout à plat, ce qui est nécessairement impopulaire. Mais parler d'éthique impose de retrouver un sens au mot justice. D'autre part, il est nécessaire de reconstruire une éthique de l'action politique autour du mot « vérité ».

Parlons du Front national. Comme vous tous, je suis inquiet de sa montée. Mais le discours tenu par un certain nombre d'instances, de responsables sur le Front national m'interroge : a-t-il pour effet de modifier le vote Front national ? Je crains que la réponse soit malheureusement le plus souvent négative.

Nous ne parviendrons à faire régresser le Front national que si nous répondons à des problèmes concrets : les problèmes de l'emploi, des banlieues, du mal-vivre, mais aussi celui de la sécurité. Il serait souhaitable de construire un vrai discours de gauche sur la sécurité. Beaucoup de militants de gauche appréhendent la police comme étant plutôt « en face » et ne se veulent pas *a priori* tellement concernés pas une réflexion sur la sécurité.

Prenons l'exemple de deux quartiers difficiles de ma commune ; aucune « explosion » n'y a eu lieu, mais des tensions y existent. J'ai l'impression que l'on tient les choses grâce aux efforts, au travail souvent remarquable des associations, des régies de quartier, des centres sociaux, des équipes de prévention, des instituteurs, des éducateurs, des policiers... Mais quand un jeune a été interpellé quarante-sept fois par la police et récidive toujours, et qu'à bout du compte la police, se sentant impuissante à son égard, abandonne... il y a de quoi frémir.

Les actes de délinquance posent le problème de la responsabilité. On ne peut accepter qu'ils ne soient pas sanctionnés. Pourquoi cette délinquance ? Parce qu'on constate une démission de certains parents, qui eux-mêmes sont en crise. Des familles sont complètement déséquilibrées par le chômage, si bien que leurs enfants n'ont plus aucun repère. Je connais un adolescent qui a commis une agression pour laquelle il a été mis dans un centre en milieu ouvert où il travaille dans la journée. Ça se passe bien, mais quand il rentre à 19 heures, son comportement est tout autre. Nous avons un discours *généreux sur la prévention*. Ce discours est nécessaire et légitime, mais il est insuffisant. Je pense que la sanction fait partie de l'éducation. Mais alors, de quelle sanction doit-il s'agir ? La justice,

les personnes qui s'occupent de la jeunesse s'interrogent. Dans la prison de ma ville, il y a actuellement vingt-cinq mineurs. Que se passera-t-il quand ils sortiront ? Malgré le travail formidable du directeur de la prison et du personnel, le manque de structures est patent. Si l'on ne dispose pas d'un milieu un peu fort pour restructurer ces jeunes, un milieu où l'on puisse leur permettre de travailler, d'être écoutés, et aussi de se retrouver, de se « refaire », on ne répond pas à la question.

Il m'est arrivé, à plusieurs reprises, de tenir ces propos devant des assemblées où j'ai constaté que chaque fois que j'évoquais la question de la sanction, j'étais accusé d'être rétrograde. Je n'ai pas de réponse toute faite, mais je dis que si l'on refuse de voir cette réalité, on ne peut répondre à aucune autre question. Les personnes qui vivent dans des quartiers difficiles et qui connaissent d'après réalités, attendent du politique qu'il donne des réponses, trouve des solutions. Je crois que la sanction fait partie de l'éducation. Mais que celle-ci doit être réfléchie, proportionnée, suivie, pour contribuer précisément à l'éducation. Les travaux d'intérêt général vont dans le bon sens. Il faudrait aller plus loin dans cette direction. N'oublions pas que le *statu quo* par rapport à la question de la sécurité se traduit aujourd'hui par l'essor du Front national.

#### *Solidarité*

Un troisième mot essentiel est celui de la solidarité. La solidarité doit être mise en œuvre en particulier en matière de logement. On ne peut continuer à avoir 500, 600, 700 quartiers qui sont des quartiers-ghettos où l'on entasse et accumule toutes les difficultés de la vie : difficultés d'insertion pour les personnes de nationalité étrangère ou naturalisées, difficultés de chômage, de pauvreté, d'habitat, de drogue, etc. Il faut, tout au contraire, habiter de manière harmonieuse l'espace, faire en sorte que chacune des communes de ce pays prenne sa part dans le poids du logement social, de l'intégration, de l'accueil des populations, de la lutte contre la délinquance, la drogue... A Orléans nous avons fait démolir des immeubles. Auparavant, nous avions relogé les habitants en nous efforçant d'aller dans le sens de ce qu'on appelle la mixité de l'habitant. Concrètement, dans un quartier pavillonnaire de retraités, se trouvait un terrain libre. Nous y avons construit des logements sociaux pour les personnes dont on avait démoli les tours. Réaction immédiate : l'habitant du premier pavillon de la rue a cherché à « se protéger », dans un réflexe d'autodéfense contre « ces jeunes qui

*font du bruit et parlent jusqu'à onze heures du soir* ». En retour, nous avons créé une association dont cet homme est finalement devenu membre... C'est un combat qui va durer des années, mais nous avons la volonté de réussir. La tâche est rude et semée d'embûches mais elle est indispensable.

Reprenons la réflexion sur la décentralisation. La décentralisation n'est pas la négation de l'Etat, c'est la négation d'un Etat qui voulait tout faire et qui s'ankilosait à force d'être omnipotent. En revanche, si l'on ne décide pas qu'une politique harmonieuse de l'habitat est une priorité nationale, on se heurtera à l'égoïsme d'un certain nombre de collectivités. Ainsi, il n'est plus possible qu'aujourd'hui certaines communes refusent d'accueillir des logements sociaux. Si l'on ne veut plus refaire de « quartier difficile », il faut que toutes les catégories de la population puissent habiter dans tous les quartiers. Cela demande nécessairement une forte volonté politique de la part de l'Etat. Je ne pense pas qu'elle existe actuellement.

D'autre part, il faut savoir que, globalement, l'ensemble du dispositif joue contre les zones urbaines et qu'il y a un tissu politique - dû notamment au mode d'élection des conseillers généraux et des sénateurs - qui privilégie de manière abusive l'espace par rapport à la population. Ainsi, plus la taille de la commune augmente, plus l'impôt augmente. Or l'argument selon lequel les gens sont moins riches dans les petites communes ne tient pas. Le rapport Delafosse a montré que plus la commune était petite, plus la part que chacun de ses habitants y affectait à l'impôt local était faible. Ce qui constitue un réel problème. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la loi Pasqua dite « d'aménagement du territoire », ne bouleverse pas cet état de choses. Nombre de ses articles en font une loi contre les villes et les zones urbaines.

Parlons enfin de la « responsabilité ». Celle-ci suppose un bon équilibre entre l'Etat et la décentralisation, entre l'Etat et les collectivités locales ; elle suppose de trouver un équilibre entre la responsabilité personnelle et la responsabilité collective. Il faut trouver le bon niveau pour éviter la dilution des responsabilités mais éviter aussi la politique du bouc émissaire, qui aboutit à décourager les bonnes volontés.

De plus, la question de la responsabilité nous renvoie au débat sur le libéralisme qui est, aujourd'hui, d'actualité. Je ne crois pas que le libéralisme s'oppose au socialisme, à la social-démocratie, ou à un autre système alternatif ; je crois en revanche qu'il s'oppose à la politique elle-même. Les articles que Madelin a publiés dans le « *Figaro-Magazine* » il y a quelques années, illustrent mon propos. Ils montrent que le moteur principal de la pensée libérale est la négation de la politique, donc la négation de la responsabilité. Ils s'appuient sur l'idée que le mieux que l'on puisse faire c'est de laisser les lois du marché jouer, laisser les initiatives fonctionner, ne pas entraver le cours naturel de la société. Mais « le cours naturel de la société » n'est pas plus naturel que l'opinion dont nous avons parlé précédemment. C'est une construction, une fabrication, une idéologie. Le cours naturel de la société s'apparente au libre cours des injustices.

Cependant, nous avons aussi appris qu'une société sans marché ne possède pas non plus de libertés. S'il n'y a pas de jeu économique dans une société, il n'y a pas non plus de libertés. Il n'y a pas d'exemple de sociétés sans marché, sans une pluralité d'acteurs dans le jeu économique, qui soit une société de liberté. Mais attention : l'inverse n'est pas vrai, car il existe de nombreux exemples de cohabitation du marché et de didacture. Ce n'est donc pas le marché qui crée la liberté.

Notre problème réside dans le fait de trouver une lisibilité pour un projet qui est celui d'une société ouverte, dans laquelle existent un marché, des initiatives, du pluralisme, et où, en même temps, il y ait une puissance publique, une maîtrise du cours des choses, une capacité de responsabilité collective. Faute de quoi, il n'y a plus de politique.

D'une certaine manière, un certain écologisme que j'appelle « intégriste », va dans le même sens. Lorsque l'on considère que le mieux que l'on puisse faire pour gérer les sociétés humaines, c'est de leur proposer de ressembler le plus possible au cours naturel des choses, cela revient à fonder la politique des hommes sur une certaine idée de nature, qui est fautive, puisqu'il s'agit de la nature sans l'homme. La nature sans l'homme n'existe pas pour la bonne raison que si l'homme n'existait pas, il n'y aurait personne pour en parler. Dans ces conceptions, il n'y a pas de place pour la maîtrise du cours des choses. Or, je crois que la défense de l'environnement elle-même requiert une maîtrise du cours des choses, de la technique, une puissance publique. C'est tout le contraire d'une sorte d'attitu-

de « fusionnelle » par rapport à une conception abstraite de la nature.

\*\*\*

Pour conclure, la plus grande contradiction à laquelle la gauche est confrontée relève à mon avis de son rapport au temps. Dans l'imaginaire collectif, l'année 1936 reste très marquante car en peu de temps, on a satisfait beaucoup de revendications. Cette conception porte en latence un préjugé selon lequel la gauche ne sait pas gérer l'économique. Elle peut faire irruption dans l'histoire à certains moments, mais une fois qu'elle a satisfait les revendications, elle s'en va, faute de pouvoir maîtriser les évolutions économiques.

Une autre conception repose, elle, sur la certitude que pour changer les choses, il faut du temps. On encourt alors le risque que notre désir de changement soit émoussé par le temps et qu'à force de donner du temps au temps, on ne sache plus très bien ce qu'est la gauche. Lorsque l'on fait partie du camp progressiste, il faut se poser la question de la manière dont on résout, chacun pour soi et collectivement, cette contradiction. Jean Jaurès n'a jamais été ministre d'aucun gouvernement, mais il a davantage compté dans l'histoire que beaucoup de ceux qui ont appartenu à des gouvernements. Pierre Mendès-France n'a pas non plus eu le temps, mais il a marqué par l'adéquation entre sa méthode et ses convictions.

Le bilan des deux septennats de François Mitterrand reste à faire. Comme toujours, c'est l'histoire qui s'en chargera. La gauche a, pour la première fois, pu véritablement inscrire son action dans le temps. Cela lui a, incontestablement, permis d'œuvrer en profondeur et de mener à bien des réformes très importantes. Il y eut aussi insuffisances, des erreurs et des échecs, qu'il nous faut étudier lucidement, pour en tirer les leçons.

Il est clair pour moi qu'à quelque niveau que ce soit, la gauche se renie chaque fois qu'elle se contente d'occuper le pouvoir. Elle ne peut être seulement gestionnaire, même si elle doit savoir gérer. Exercer le pouvoir, ce doit être pour nous, indissociablement, changer les conditions d'exercice du pouvoir, réformer la société, transformer l'ordre des choses pour aller vers plus de justice et d'égalité. En un mot, la gauche ne doit jamais se contenter de « gérer le pouvoir acquis ». Sinon, elle n'est plus elle-même.

---